



---

Conseil de sécurité

**Briefing : La situation au Soudan**

New York, le 28 octobre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

---

Je me permets maintenant de faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Suisse.

Je voudrais exprimer notre gratitude au Secrétaire général Guterres pour sa présentation aujourd'hui. Sa présence a démontré l'importance d'une prise en main au plus haut niveau pour enfin mettre fin à ce conflit dont l'ampleur catastrophique dépasse tout entendement et nécessite notre pleine attention.

Nos remerciements s'adressent également à vous, Madame Eltigani, pour avoir partagé votre récit personnel et votre témoignage sur les horreurs de ce conflit. Nous avons pourtant aussi entendu votre message clair d'espoir en un avenir meilleur. Cela doit être au centre de nos efforts ici au Conseil.

Collègues,

J'insiste sur le lourd tribut que ce conflit impose aux civils dans tout le Soudan. Celui-ci s'aggrave encore avec l'escalade des combats à El Fasher et plus récemment à Khartoum, Sennar et Gezira. C'est inacceptable, et souligne l'urgence de donner la priorité aux mesures de protection et de prévention, même au milieu des hostilités en cours.

À la lumière des recommandations du Secrétaire général à cet égard, j'aimerais réitérer cinq points :

Tout d'abord, il faut une cessation immédiate des hostilités, réclamé à plusieurs reprises par ce Conseil. Il s'agit clairement du moyen le plus efficace – et d'ailleurs le seul – pour assurer une protection entière et durable des civils. Nous demandons donc aux parties au conflit de retourner sans délai à la table des négociations. À titre de mesures complémentaires, des cessez-le-feu localisés ou des pauses humanitaires constituent des actions concrètes pour offrir un répit aux civils.

Deuxièmement, il est urgent d'enfin respecter le droit international humanitaire et les droits humains, ainsi que les engagements pris par les parties elles-mêmes, en particulier la déclaration de Djeddah. La protection des civils n'est pas un choix mais une obligation. Nous condamnons les atrocités rapportées commises par les RSF contre les civils à Gezira ces derniers jours, qui sont extrêmement troublantes. La mise en place par les parties d'un mécanisme de conformité pour surveiller le respect de ces obligations serait une avancée majeure. Les organisations locales jouent un rôle important dans la protection des civils et dans la réponse humanitaire et doivent être protégés, comme le réaffirme la résolution 2730.

Troisièmement, et tout aussi urgent, il faut améliorer la situation humanitaire. Dix-huit mois de conflit ont engendré la pire crise alimentaire mondiale et le premier constat de famine depuis sept ans, tandis que des milliers de personnes continuent de subir la faim en silence. Nous appelons à nouveau toutes les parties à garantir un accès rapide, sûr, sans entrave et durable à travers les frontières et les lignes de front. L'aide doit parvenir à ceux qui en ont besoin. Il faut lever tous les obstacles et obstructions. Nous demandons que toutes les voies d'acheminement, y compris Adré, soient ouvertes indéfiniment. En parallèle, les contributions humanitaires doivent augmenter. Depuis le début du conflit, la Suisse a fourni plus de 100 millions de dollars à ses partenaires au Soudan et dans la région. Et nous continuerons à le faire.

Quatrièmement, il faut enfin assurer la reddition des comptes, largement absente au cours des derniers vingt ans. Sans elle, la paix restera hors de portée. Les récits effroyables de violences sexuelles et

basées sur le genre ainsi que de violences ethniques, tandis que les risques de génocide ne cessent d'être soulignés, appellent à l'action. Parallèlement à la Cour pénale internationale, la mission d'établissement des faits, avec son nouveau mandat, est essentielle pour lutter contre l'impunité.

Et finalement, il faut aborder la question des violations systématiques des résolutions contraignantes de ce Conseil, y compris l'embargo sur les armes. Nous réitérons notre appel aux parties et aux États membres d'assurer la pleine mise en œuvre de ces résolutions.

Chers et chères collègues,

Lors de notre récent échange annuel avec le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à New York, nos deux Conseils ont souligné qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Nous devons intensifier nos efforts diplomatiques, y compris faciliter un processus politique inclusif. Dans ce contexte, nous exprimons notre ferme soutien à l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour compléter et coordonner ces efforts.

Je reviens sur les appels très clairs de nombreuses Soudanaises et Soudanais, réitérés aujourd'hui par vous, Madame Eltigani, à agir sans délai. Dans la résolution 2736, ce Conseil a demandé au Secrétaire général de formuler des recommandations qui nous ont été soumises. Elles doivent maintenant être mises en œuvre.

Je vous remercie de votre attention.

---

*Unofficial translation*

I will now make a statement in my national capacity.

I would like to express our gratitude to Secretary-General Guterres for his presentation today. His presence shows the importance of leadership at the highest level to finally bring to an end this conflict, the catastrophic scale of which defies all comprehension and requires our full attention.

We would also like to thank you, Ms Eltigani, for sharing your personal account of the horrors of this conflict. But we have also heard your clear message of hope for a better future. That must be the focus of our efforts here in the Council.

Colleagues,

I would like to emphasize the heavy toll that this conflict is taking on civilians throughout Sudan. It is only getting worse with the escalation of fighting in El Fasher and more recently in Khartoum, Sennar and Gezira. This is unacceptable, and underlines the urgent need to prioritize protection and prevention measures, even in the midst of ongoing hostilities.

In the light of the Secretary-General's recommendations in this regard, I would like to reiterate five points:

First of all, there must be an immediate cessation of hostilities, which this Council has repeatedly called for. This is clearly the most effective way – and indeed the only way – of ensuring the full and lasting protection of civilians. We therefore call on the parties to the conflict to return to the negotiating table without delay. As complementary measures, localised ceasefires or humanitarian pauses are concrete actions to offer respite to civilians.

Second, there is an urgent need to finally respect international humanitarian law and human rights, as well as the commitments made by the parties themselves, in particular the Jeddah Declaration. Protecting civilians is not an option but an obligation. We condemn the reported atrocities committed by the RSF against civilians in Gezira in recent days, which are deeply disturbing. The establishment by the parties of a compliance mechanism to monitor the fulfilment of these obligations would be a major step forward. Local organizations play an important role in the protection of civilians and in the humanitarian response and must be protected, as reaffirmed in resolution 2730.

Third, and just as urgently, the humanitarian situation must be improved. Eighteen months of conflict have created the world's worst food crisis and the first confirmation of famine for seven years, while thousands of people continue to go hungry in silence. We reiterate our call on all parties to ensure rapid, safe, unhindered and sustained access across borders and frontlines. Aid must reach those in need. All obstacles and obstructions must be removed. We call for all supply routes, including Adre, to be opened

indefinitely. At the same time, humanitarian contributions must increase. Since the beginning of the conflict, Switzerland has provided more than 100 million dollars to its partners in Sudan and the region. And we will continue to do so.

Fourth, we must finally ensure accountability, which has been largely absent for the last twenty years. Without it, peace will remain out of reach. The appalling accounts of sexual and gender-based violence and ethnic violence, while the risks of genocide continue to be highlighted, call for action. Alongside the International Criminal Court, the Fact-Finding Mission, with its new mandate, is essential in the fight against impunity.

And finally, we must address the systematic violations of the binding resolutions of this Council, including the arms embargo. We reiterate our call on the parties and Member States to ensure the full implementation of these resolutions.

Colleagues,

At our recent annual exchange with the African Union Peace and Security Council in New York, our two Councils stressed that there is no military solution to this conflict. We must intensify our diplomatic efforts, including facilitating an inclusive political process. In this context, we express our strong support for the Secretary-General's Personal Envoy to complement and coordinate these efforts.

I would like to come back to the very clear calls from many Sudanese men and women, reiterated today by you, Ms Eltigani, to act without delay. In Resolution 2736, this Council asked the Secretary General to formulate recommendations, which have been submitted to us. They must now be implemented.

Thank you.